

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO

Conventions d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF de l'Hérault pour le fonctionnement des Relais Petite Enfance - Avenants - Autorisation de signature

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte 6 Relais Assistants Maternels (RAM) regroupant près de 800 assistants maternels indépendants et offrant une capacité d'accueil pour environ 2100 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistants maternels.

Dans le cadre de la réforme des modes d'accueils conduite en 2021, les RAM ont été renommés Relais Petite Enfance (RPE). Désormais, ces structures sont définies comme un « *service de référence de l'accueil du jeune enfant pour les parents et les professionnels* ». Ainsi, conformément au décret du 25 août 2021 relatif aux RPE, leurs missions « *socles* » ont été enrichies. De plus, pour répondre aux enjeux du secteur, les RPE peuvent également proposer des missions renforcées, ces dernières ayant été redéfinies dans un référentiel national.

Par délibération du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a autorisé la signature de conventions d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault pour le fonctionnement des RAM.

Afin de tenir compte des évolutions réglementaires, il est proposé des avenants qui visent à redéfinir les missions des RPE et à préciser la mission renforcée dans laquelle chaque RPE souhaite s'inscrire.

Les missions socles des RPE sont les suivantes :

- Participer à l'information des candidats potentiels au métier d'assistant maternel selon les orientations définies par le comité départemental des services aux familles ;
- Offrir aux assistants maternels, et le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile un cadre pour échanger sur leurs pratiques professionnelles ainsi que les conseiller pour mettre en œuvre les principes applicables à l'accueil du jeune enfant, prévus par la charte nationale d'accueil du jeune enfant, notamment en organisant des temps d'éveil et de socialisation pour les enfants qu'ils accueillent ;
- Faciliter l'accès à la formation continue des assistants maternels et, le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile et les informer sur les possibilités d'évolution professionnelle, sans préjudice des missions spécifiques confiées au service départemental de protection maternelle et infantile ;
- Assister les assistants maternels dans les démarches à accomplir sur le site monenfant.fr ;
- Informer les parents ou représentants légaux, sur les modes d'accueil du jeune enfant, individuels et collectifs, présents sur le territoire et les accompagner dans le choix de l'accueil le mieux adapté à leurs besoins en tenant compte des orientations définies le cas échéant, par le comité départemental des services aux familles.

Les missions renforcées des RPE sont les suivantes :

- Guichet unique et traitement des demandes formulées sur le site monenfant.fr ;
- Analyse de la pratique ;
- Promotion renforcée de l'accueil individuel par la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

Les avenants sont conclus du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour les RPE suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des Seigneurs ;
- **RPE « Antigone 1 et 2 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane pour le secteur 1 et Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy pour le secteur 2 ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques-Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromédecine et Mosson ;
- **RPE « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint-Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et La Martelle.

Toutes les autres clauses de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ainsi, la CAF s'engage à verser :

- Une prestation de service à partir d'un prix de revient dans la limite d'un plafond fixé chaque année par la CNAF ;
- Une prestation supplémentaire de 3 000 € pour les RPE qui s'investissent dans une des trois missions renforcées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions de financement avec la Caisse d'allocations familiales, relatives au fonctionnement des 6 RPE de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant RPE Aiguelongue
- Avenant RPE Mosson
- Avenant RPE Odysseum
- Avenant RPE Saint Clément
- Avenant RPE Antigone 1 et 2
- Avenant RPE Croix d'Argent

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183871-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.